

de liquide. Ils n'ont donc pas fait sécher leurs céréales. Le gouvernement de la Saskatchewan a analysé la situation. Dans un article du *Leader Post* de Regina en date du 20 décembre 1968, rédigé par l'équipe du journal, figure un article au sujet du programme proposé du gouvernement de la Saskatchewan. En voici un extrait:

En vertu du programme proposé, le coût complet du combustible, gaz propane ou mazout, serait acquitté dans tous les cas où le cultivateur fait sécher lui-même ses céréales, le montant serait calculé d'après les reçus du fournisseur... le projet propose le paiement jusqu'à concurrence de 50 p. 100 du coût du séchage sur commande jusqu'à un montant maximum en espèces de 6c. le boisseau.

Le projet fixerait également une limite de \$300 en paiements à un détenteur d'un carnet de permis pour la livraison de céréales.

Et ainsi de suite.

Il paraissait évident au gouvernement de la Saskatchewan que l'argent manquait. Le gouvernement fédéral voulait manifestement s'en laver les mains et ne pas s'en occuper. Il se rendit finalement compte à la fin de décembre qu'ils n'y avait pas de fonds et il annonça qu'un prêt spécial serait consenti pour le séchage du grain. C'était à la fin de décembre. Durant l'intersession il s'est passé des choses. Nous sommes au septième jour de séance depuis notre retour du congé de Noël, mais le gouvernement n'a pas même jugé à propos de faire subir la première lecture à un bill qui consentirait des prêts spéciaux pour le séchage. J'ai personnellement demandé au leader de la Chambre quand il s'entreferait avec le ministre du Commerce (M. Pepin) et il m'a répondu que les pourparlers se poursuivaient. Mon Dieu! Comme c'est difficile de voir certains ministres! Même si le bill était adopté il faudrait quelque temps avant de pouvoir remettre aux agents des élévateurs les règlements et les formules. C'est ce qui arriva à l'égard de la proposition des paiements anticipés qui fut adoptée à la Chambre au début de juin. Et cela arrivera encore. Il y a un autre mois de passé et on se demande aux terminus de Vancouver pour quelle raison il n'y a pas de grain convenablement séché.

La situation est un autre exemple d'un manque d'organisation et d'absence de perspicacité devant l'évidence. En constatant qu'il y a 1,000 wagons couverts de moins que l'an dernier pour le transport du blé, on voit à quel point l'administration gouvernementale est négligente.

Une voix: Un gâchis du diable.

M. Korchinski: Vous pouvez employer l'expression; si le premier ministre s'en sert, vous pouvez la répéter.

Une fois encore, le blé s'accumule dans les Prairies; l'avenir des agriculteurs est incertain. Le ministre se disculpe et le premier ministre ne se soucie que de ses loisirs. Si le premier ministre consacrait autant de temps au blé qu'aux rendez-vous, il n'aurait pas à faire face à ce problème. A Winnipeg, il a demandé pourquoi nous devons vendre du blé. Il a déclaré que c'était l'affaire des agriculteurs. C'est là le fond du problème. Le gouvernement est sans souci. Sa politique est de ne pas intervenir. Certains parlent de laisser-faire; je dis que c'est de la paresse.

La politique du gouvernement a créé une situation telle que nous envisageons maintenant la perte de contrats. Elle n'a été qu'un répertoire d'incroyables faux pas. Je dis à mes amis néo-démocrates qui, pour un oui, pour un non s'opposent à la direction que la grève de deux mois l'été dernier, tandis que le gouvernement demeurait inactif, comme paralysé, a provoqué l'accumulation du grain, ce dont on aurait pu se passer. L'an dernier, au terminus de la tête des Lacs, il y avait 373 millions de boisseaux, contre 356 au cours des campagnes agricoles précédentes. L'an dernier, le volume de ventes du Canada a été ramené de 25 à 20 p. 100 par suite de la mauvaise gestion du gouvernement actuel et on peut s'attendre à d'autres baisses si le gouvernement persiste dans son attitude. La citation suivante est tirée du *Star* de Montréal du 6 novembre 1968.

Les exportations de blé et de farine dans la campagne agricole terminée le 31 juillet dernier, ont été les moins importantes depuis la campagne agricole 1959-1960. Elles se sont élevées à 336 millions de boisseaux contre 515 millions l'année précédente.

Une fois de plus, le blé s'amoncelle dans les Prairies. Le ministre se retranche derrière des excuses. On voit bien que le gouvernement laisse les choses aller à vau l'eau. Que voudrions-nous? Plusieurs choses. D'abord, de toute urgence un gouvernement qui s'intéresse au sort des cultivateurs. Nous ne l'avons pas. (*Applaudissements*)

Nous avons besoin de toute urgence d'un ministre qui prendra la situation en mains et donnera des directives. Un vrai ministre. Nous avons déjà connu une situation analogue. Lorsque le parti progressiste conservateur est venu au pouvoir, nous avons eu nos problèmes. Lors de la conclusion du marché avec la Chine, des problèmes de transport ont surgi, auxquels il a fallu faire face. Il y avait pénurie d'installations sur la côte ouest. Mais nous avions un ministre décidé à agir, à cette époque. C'était Alvin Hamilton. Il a réuni les intéressés et a réglé le problème, en obtenant la promesse d'une coopération entière de tous—chemins de fer, exploitants de terminus et syndicats. Ses efforts ont été couronnés de